

Lecture de mai 1945 à travers un quotidien partisan: Alger-Républicain

Zoubir CHAOUICHE-RAMDANE

**Maître de Conférences à la Faculté des
Sciences politiques et de l'Information.
Université d'Alger.**

L'objectif de cette communication est de déterminer comment le quotidien Alger-Républicain paraissant en Algérie de 1938 à 1965 a informé ses lecteurs sur ce qui est convenu d'appeler le soulèvement, la révolte, ou plus exactement les massacres et crimes de mai 1945.

A travers l'analyse de presse sont déterminés les facteurs par lesquels le journal a attiré, détourné, accru, diminué voire neutralisé l'attention du lecteur.

Edgar MORIN souligne que « devant l'évènement il y a toujours une diversité d'attitudes de l'observateur et de la presse en fonction des diverses idéologies, des diverses traditions et diverses structures de la presse ».

Le choix de mai 1945 est motivé par le fait que cet évènement a une importance capitale quant à la prise de conscience par le peuple algérien de sa condition de « colonisé ». Il marque par ailleurs une rupture nette avec les revendications conçues dans le cadre traditionnel. En outre, mai 1945 a eu un impact profond quant à la préparation du déclenchement et du déroulement de la guerre de libération nationale. C'est aussi une des nombreuses manifestations de nationalisme ainsi qu'une des dates les plus importantes dans le processus d'évolution du mouvement national algérien : après toutes les tentatives d'opposition et de lutte armée des Algériens au 19^{ème} et 20^{ème} siècle c'est une nouvelle fois la remise en cause du système colonial.

I- Présentation du quotidien Alger-Républicain : (1938-1965)*

Le lancement d'Alger-Républicain s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne lancée par les Républicains à travers l'Algérie afin de créer une presse quotidienne « indépendante » des puissances d'argent qui contrôlent la presse d'Algérie. Pour chacun des trois chefs lieux de département il est prévu un quotidien. Ainsi au mois de février 1937 est lancé à Oran, le

quotidien Oran Républicain tandis qu'en octobre 1938 paraît à Alger le quotidien Alger-Républicain. Quant au quotidien prévu à Constantine, il ne paraîtra jamais du fait de l'ouverture des hostilités en 1939 en Europe.

Après avoir surmonté de nombreuses difficultés de tout ordre le premier numéro d'Alger-Républicain paraît le 6 octobre 1938 avec six jours de retard sur la date de sortie prévue initialement.

Par rapport à la presse de l'époque, Alger-Républicain se situe comme étant un quotidien « foncièrement républicain, ne disposant ni des capitaux, ni des facilités de crédit que trouvent aisément les familles disposées à soutenir les intérêts les moins défendables ».

Ainsi dans son premier numéro Alger-Républicain affirme « qu'il ne défend que l'intérêt public » et que son programme politique est celui « du rassemblement populaire dont tous les partis et organisations ont participé à sa fondation ».

« Les vrais républicains se doivent de lire et de répandre ce journal qui est le leur, et où nous comptons lutter contre les privilèges exorbitants de certaines « familles » dont le nombre dépasse malheureusement deux cents, contre un antisémitisme « made in Germanie » et contre le conservatisme social qui entend maintenir nos amis indigènes sur un plan d'infériorité ».

* La présentation du quotidien Alger-Républicain est largement inspirée de mon article intitulé : « Contribution à la connaissance du quotidien Alger-Républicain (1938-1965) paru dans Les Annales de l'Université d'Alger, n° 2, 1987, Université d'Alger, O. P. U., p.p. 79-94

* La collection d'Alger-Républicain (1938-1965) a été consultée en original à l'Annexe de la Bibliothèque Nationale de Paris à Versailles et sur microfilm à la Bibliothèque Nationale de Paris.

1. Alger-Républicain, organe de la démocratie, de la justice et de la paix

Unité et solidarité entre la métropole et l'Algérie prône le nouveau quotidien. N'affirme-t-il pas dès le début qu'il ne saurait y avoir deux sortes de Français mais une seule et qui englobe également le Parisien, indigène de Paris, le Marseillais indigène de Marseille, ou l'Arabe indigène d'Algérie.

Le quotidien affirme que « pour une première fois, une presse absolument indépendante va soutenir en Algérie, la cause de la démocratie qui est celle de la justice et de la paix » (Alger-Républicain du 6. 10. 1938).

Lors de la parution du premier numéro, les « indigènes » ne sont pas « oubliés ». Bien au contraire, sous la plume d'Abbas TURQUI, Mohamed

LECHANI et Kaddour MAKACI, (les trois sont membres du Conseil d'administration), la direction du journal s'adresse « Aux frères musulmans » afin de défendre dans un même esprit de mutuelle fraternité nos légitimes revendications et éduquer journallement les masses populaires algériennes trompées par les campagnes haineuses » dans un cadre politique de rapprochement ethnique, de fusion totale des cœurs et des esprits en cette France d'outre-mer ».

Enfin, le quotidien essayera de « refléter le vrai visage de la France en Algérie » et de faire « triompher la cause commune c'est-à-dire la cause française ».

Organisé en société collective d'information, avec un statut particulier de société anonyme (SA) de 4500 actionnaires, Alger-Républicain en tant que coopérative d'information est un organe d'information devant répondre avant tout aux aspirations de ses actionnaires.

Il est souligné à cet égard qu'il « n'y a pas de gros actionnaires dont les intérêts puissent peser dans la balance de notre journal, Alger-Républicain sera et restera la coopérative d'information de ses actionnaires ».

L'affirmation d'un certain nombre de préalables et de dispositions assurent aux souscripteurs d'Alger-Républicain la propriété réelle de leur journal, et leur donnent la certitude que sa ligne politique sera celle qu'ils désirent.

Le premier numéro d'Alger-Républicain est très riche en indications sur la vie même du journal. La composition du conseil d'administration et du conseil consultatif nous est fournie intégralement. Il en est de même pour la composition du comité de direction politique. Le conseil d'administration est composé de 24 membres dont 3 Algériens (musulmans) à savoir ; TURQUI Abbas, LECHANI Mohamed et MAKACI Kaddour, secrétaires du conseil.

2. Un quotidien isolé dans la pléthore des journaux colonialistes

Alger -Républicain tente de faire entendre un autre son de cloche (par rapport aux autres journaux colonialistes) sur la situation générale de l'Algérie et sur le projet Blum -Violette. Analysant la position du journal

pendant cette période André NOUSCHI affirme « qu'Alger-Républicain publie des reportages qui cherchent à montrer les autres aspects de cette Algérie coloniale, les abus des fonctionnaires locaux qui se conduisent comme des tyranneaux, les gabegies administratives, la grande pitié des paysans algériens ou la dure vie des artisans et des ouvriers. Mais son tirage ne peut concurrencer celui des autres journaux et ses lecteurs ne constituent qu'une minorité de l'opinion européenne d'Algérie. La victoire du Front populaire lui donne plus d'assurance et l'amène à soutenir les projets du gouvernement mais sa position est celle d'isolé dans le pays aux mains des colons qui ne déguisent pas leurs sentiments et sont bien décidés à faire avorter le projet Blum -Violette »^[1].

Avec le déclenchement de la 2^{ème} guerre mondiale, le quotidien n'a pu résister à la tourmente de 1939 qui touche la presse française en général. Les principales causes de la suspension de parution furent entre autres : « les difficultés commerciales aggravées par le fait que le journal n'existait pas depuis longtemps, la confusion des esprits, et enfin l'hostilité des pouvoirs publics ». Ainsi avec le numéro 387 du 28 octobre 1939 Alger-Républicain cesse de paraître.

3. Alger-Républicain de nouveau porte parole des républicains (1943-1946).

Le 2 octobre 1943 Alger-Républicain reparait après trois années de silence. C'est l'occasion pour le quotidien de rappeler aux lecteurs que son « idéal, ses raisons d'être et de lutter n'ont pas changé ».

Alger-Républicain, nouvelle série a choisi pour devise celle de la République : Liberté, Egalité, Fraternité. Quant à son programme politique à l'égard de l'Algérie il est situé dans « le cadre de l'union au sein de la démocratie française ». C'est dans ce contexte que les « divers éléments de la population algérienne trouveront le chemin d'une collaboration fraternelle ».

4. Alger-Républicain quotidien proche des communistes (1946-1955)

Très vite, des dissensions entre socialistes et communistes du conseil d'administration provoquèrent l'élimination des socialistes. C'est grâce à son rédacteur en chef, Michel ROUZE qu'Alger-Républicain allait glisser à gauche et finir par être acheté dans la 2^{ème} moitié de 1946 par l'UFI, qui détenait les actions des journaux communistes en province^[2].

Depuis cette mainmise des communistes sur le quotidien, ce dernier deviendra l'organe « officieux » du PCA.

De 1945 à 1950 Alger-Républicain changea souvent de directeur. A. Paul SCHMITT en 1945 succéda en 1947 Abed MAYLIE et à ce dernier Jean MAILLET en 1948. Enfin Charles ESCURE assura en 1950 la direction du quotidien ^[3].

En 1950, Alger-Républicain traverse une mauvaise période financière due à la répression judiciaire qui s'est abattue sur lui en 1949. Le quotidien lance ses premières souscriptions.

Soulignons que dans une série d'enquêtes sur la presse d'Algérie intitulées « La bourse aux mensonges », Nicolas ZANNETTACI écrit notamment que « le journal est lié uniquement aux intérêts du peuple et qu'il continue à œuvrer à l'union en Algérie des Européens et des Musulmans dans l'égalité des droits seule base d'union réellement démocratique et solide : il y a toujours lutte pour l'unité ouvrière » (Alger-Républicain du 16. 02. 1953).

Nous pouvons ainsi qualifier le journal comme étant un quotidien d'opposition ouvert aux problèmes spécifiquement algériens. Alger-Républicain quotidien français de gauche remporta un « franc succès ». C'est une entreprise journalistique réussie dans les deux communautés ^[4].

Ainsi à partir de 1946 le journal se distingue par l'intérêt qu'il portait aux problèmes des Algériens (musulmans) selon la ligne politique des communistes d'Algérie. Il fit de « nombreuses enquêtes sur les scandales et les iniquités coloniales. Une chronique régulière du Moyen-Orient fut créée « innovation sans précédent dans la presse française du pays » ^[5].

Alger-Républicain rencontre une audience considérable : c'est le quotidien de langue française le plus lu dans la communauté algérienne (musulmane).

Alger-Républicain attaqua le capitalisme et le colonialisme français sans pour autant partager les vues des nationalistes algériens en particulier ceux de l'organisation spéciale (OS) qui préparait dans la clandestinité le déclenchement de la guerre de libération nationale.

« Le ton violent et direct de ses attaques convint à son public populaire et passionné » ^[6].

Il offrit l'asile de ses colonnes aux nationalistes quand leurs propres journaux tombèrent sous le coup de l'interdiction. Sa « Tribune libre » accueillit les opinions de Cheikh Ahmed Tewfik EL MADANI, Cheikh Bachir EL-IBRAHIMI et de bien d'autres membres du MTLD.

Alger-Républicain, semble être apprécié par l'UDMA et le MTLD essentiellement car c'est « un instrument qui leur permet de réagir immédiatement aux événements et leur assure l'accès à l'opinion européenne progressiste »^[7].

Il y avait une « sorte de dépendance de facto des nationalistes vis-à-vis d'Alger-Républicain^[8]. Ainsi ces deux partis (UDMA-MTLD) vont participer activement à la souscription lancée en 1950 par le quotidien.

« Sans être un journal du P.C.A à proprement parler son influence y est déterminante, cela est d'autant plus important à noter car Alger-Républicain était le seul quotidien progressiste de tout le pays exception faite pour la presse nationaliste le reste reflétant des nuances de l'opinion colonialiste »^[9].

Le tirage global était de l'ordre de 25.000 exemplaires, chiffre important à l'échelle de l'Algérie^[10]. ZANNETTACI affirme en 1953 que le journal est lu par « 50.000 familles en Algérie^[11] tandis qu'Henri ALLEG souligne « qu'un lecteur d'Alger-Républicain valait 10 lecteurs de l'Echo d'Alger. Les gars achetaient un journal pour tout un café maure. On estimait qu'un journal « faisait » 10 mains...On nous rendait quelquefois des journaux invendus, mais complètement usés. Il y avait le marchand de beignets qui le lisait plus le cafetier, on recevait un journal marqué d'empreintes digitales de toutes sortes et c'était un « invendu »...Enfin, on était content quand même ! »^[12].

Lorsque éclate la guerre de libération nationale, Alger-Républicain se montre hostile aux mesures de répression du gouvernement ce qui lui valut de nombreuses saisies en 1954, 1955: « Le gouvernement ouvre la voie des mesures d'exception » affirme le quotidien Alger-Républicain du 9. 11. 54.

Le journal est interdit en septembre 1955 après la dissolution du PCA^[13] au même titre que l'organe central du PCA Liberté. Le quotidien cesse donc de paraître en raison de la mise sous séquestre illégale « de tous les biens droit et intérêts du PCA » et de la Société d'Impression et d'Edition de ce journal^[14].

5. Alger Républicain après l'indépendance de l'Algérie (1962-1965)

Dès le 18 juillet 1962, Alger -Républicain reprenait sa parution jusqu'en 1965 avec un tirage qui se situe autour de 65.000 exemplaires. Dès le 5 juin 1965, la fusion d'Alger-Républicain avec Le Peuple (organe en langue française) avait été décidée par le Parti du FLN dans le souci d'assurer la parution d'un seul quotidien national capable de se hausser au rang des grands quotidiens internationaux »^[15].

En fait, le changement politique intervenu le 19 juin 1965 précipita la disparition d'Alger-Républicain. Il naquit à la place du Peuple et d'Alger-Républicain un quotidien national d'information en langue française intitulé El Moudjahid.

6. Caractéristiques du journal

En 1943, le quotidien Alger-Républicain paraît sur 2 pages seulement dans un format qui dépasse le format ordinaire (790 x 570 mm). Comme les autres périodiques de l'époque Alger- Républicain est parfois édité dans un format réduit (crise du papier).

Plusieurs rubriques alimentent ses pages à savoir la 2^{ème} guerre mondiale, les nouvelles de France et enfin quelques informations de politique internationale.

Le quotidien réserve aussi quelques colonnes à la vie à Alger, aux informations locales, aux spectacles, aux sports et à la nécrologie.

A partir de 1945, le quotidien garde les mêmes rubriques, mais elles seront toutefois légèrement améliorées et de plus en plus étoffées. Aux côtés de ces anciennes rubriques, le quotidien consacre une nouvelle rubrique à la vie syndicale. Par ailleurs, en première page, Michel ROUZE rédacteur en chef tiendra régulièrement une chronique d'actualité politique intitulée "Tour d'horizon".

L'année suivante, le quotidien passe à quatre pages dans un "format ordinaire" (600 x 420 mm) et améliore nettement la présentation des nouvelles ainsi que celle des titres. A l'occasion, sont introduites les illustrations sous forme de photographies et de dessins. Aux rubriques initiales s'ajoutent celles consacrées à "la vie à Alger" ainsi que des

nouvelles du monde du travail. Enfin, chaque mardi (une page, la dernière du journal) est consacrée à l'activité des syndicats et à la lutte des travailleurs.

En 1950, les petites annonces font leur apparition dans le quotidien ainsi qu'une rubrique intitulée "A belles dents" semblable à « Garagouss » paraissant dans l'hebdomadaire Liberté organe du P.C.A : l'auteur signale à l'occasion un fait politique ou un fait divers qui s'est produit en Algérie. Il en fait la présentation sous forme d'une "histoire savoureuse" mais qui est en fait une critique déguisée de l'administration coloniale.

Le nombre de pages augmente au fur et à mesure que la "crise de papier diminue". Alger- Républicain paraîtra régulièrement sur six pages en moyenne et sera abondamment illustré.

Tirage du quotidien <u>Alger-Républicain</u> entre 1943-1955

Années	Nombre d'exemplaires	Observations
1943 à 1945	42.000 exemplaires	
1946	25.000 exemplaires	
1949	30.000 exemplaires	
1950	32.000 exemplaires	
1951	33.000 exemplaires	
1952 à 1955	25.000 exemplaires	

II- Présentation de l'événement*

En ce mois de mai 1945, l'Europe fête la victoire sur le nazisme. Sur le plan international les « troubles » du Maroc, la réunion constitutive de la Ligue arabe, la préparation de la conférence de San Francisco, où l'on devait d'après des rumeurs proclamer l'indépendance de l'Algérie firent croire aux militants algériens que l'heure était venue.

En France on fêtait la libération. Le débarquement allié de juin 1944 marque les débuts d'une période d'enthousiasme. Le gouvernement de GAULLE, appliquant le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) put cependant réaliser de profondes réformes des structures :

vote des femmes, nationalisation, sécurité sociale. Aux élections législatives de 1945, le P.C. avec 160 sièges et la SFIO avec 142 détenaient la majorité absolue. Les adhérents n'avaient jamais été si nombreux (800.000 pour le P.C, 350.000 pour la S.F.I.O).

En Algérie, en mars 1944, le général de GAULLE signait une ordonnance qui abolissait toutes les mesures d'exception applicables aux algériens. Elle conférait à ces derniers « tous les droits et devoirs des français », leur ouvrait l'accès à tous les emplois civils et militaires, élargissait leur représentation dans les assemblées locales de 1/3 au 2/5.

Désormais, une lutte d'influence directe était engagée entre les réformateurs français et les nationalistes algériens. Le 14 mars 1944 il y eut constitution d'un front unique avec l'association des amis du manifeste et de la liberté où sont regroupées les formations du P.P.A., des Oulémas et de Ferhat ABBAS.

* Les points II de la présente communication c'est-à-dire: Présentation de l'événement, III Situation économique et IV Les faits ont déjà fait l'objet d'une présentation au Colloque international « Le Génocide de Mai 1945. Algérie – France : Mémoire et mémoire » organisé par l'Université du 8 Mai 1945 à Guelma, les 7 et 8 mai 2005. Nous les reprenons dans cet exposé pour mémoire).

Dans le difficile climat économique des années 1944 et 1945 marqué par la flambée des prix et le « marché noir », la population algérienne se radicalise aidée par les nationalistes du P.P.A appelant à la constitution d'un « gouvernement algérien » battant en brèche les thèses fédéralistes de Ferhat ABBAS.

En 1945 déjà, l'idée d'assimilation, d'intégration totale et d'égalité avec les européens que demandaient certains algériens est dépassée. C'est l'indépendance qui est largement revendiquée par de nombreux Algériens. Jean Claude VATIN note qu'un climat de tension est incontestablement ressenti à lire les interviews rassemblées par Redouane AINAD-TABET. Du côté européen, l'échauffement des esprits et les craintes n'étaient pas moindres, si l'on croit les appels au préfet de Constantine LESTRADE-CARBONNEL, la constitution réclamée de milices. Plus une flambée de racisme anti-algérien qui conduit les colons à se faire justice de la façon la plus expéditive.

III- Situation économique

En marge d'une situation politique coloniale, la situation économique est catastrophique. Une crise économique grave, doublée par une mauvaise récolte et des conditions de rationnement précaires, touche l'Algérie, ce qui d'ailleurs accentue la famine dans les campagnes.

La production céréalière était tombée de 20 millions de quintaux en 1941 à 11.2 en 1942, 15.5 en 1943, 10 en 1945 et seulement de 3.6 en 1946.

Les troupeaux de moutons passeront de 6.4 millions de têtes en 1939 à 2.8 seulement en 1946.

Dans ce contexte un vaste marché noir se développe au détriment des populations algériennes démunies (en 1945 le quintal de blé dur taxé à 800 francs était vendu entre 2000 et 3000 francs).

C'est l'une des plus graves crises économiques que l'Algérie ait connue. Les Algériens en pâtissaient le plus et les populations campagnardes étaient les plus éprouvées. Elle a nécessairement aidé au développement du sentiment national.

Toutefois « si les musulmans (algériens) souffraient davantage de cette économie de guerre, cela n'était qu'accidentel et pouvait même paraître étrangement « normal » tant la raison évidente n'était pas là mais dans le système colonial en général. »^[16].

IV- Les faits

a- Le 1^{er} Mai 1945

Lors des manifestations autorisées organisées par la CGT pour célébrer la fête du Travail, les participants défilent avec le drapeau algérien et banderoles réclamant la libération de MESSALI et lancent des slogans nationalistes, tels qu' « indépendance de l'Algérie » ou « fin du colonialisme ».

Les manifestations se déroulent à travers plusieurs villes du pays telles que Cherchell, Oran, Alger, Bône (Annaba), Bougie (Béjaia). L'intervention de la force publique fait 2 morts et 24 blessés à Alger, 1 mort et plusieurs blessés à Oran^[17].

D'après le rapport du général TUBERT sur le 8 mai 1945 il ressort que « dans le département de Constantine cette journée fut marquée par des cortèges spécifiquement musulmans, à Bône (Annaba), Bougie (Béjaia), Guelma, Philippeville (Skikda), Souk-Ahras, Tébessa, Collo, Khenchella, Ain-Beida et Sétif. Ces cortèges distincts des manifestations syndicalistes suivaient les cortèges officiellement autorisés ou, au contraire, tentaient de les couper. A Sétif, 5000 Algériens (musulmans) environ se dirigèrent vers la salle

des fêtes où se trouvait la réunion syndicaliste en scandant : « MESSALI, libérez MESSALI ». Les femmes accompagnaient de leur « you-you » les manifestants.

« La police ne put empêcher l'attroupement mais aucune brutalité ne fut exercée ce jour-là à Sétif sur le service d'ordre, et les manifestants demeurèrent au dehors de la salle des fêtes. »

« Il est à la connaissance de la Commission que la journée du 1^{er} mai a été marquée par de graves manifestations du même ordre et poursuivant le même but dans des villes des départements d'Oran et d'Alger et notamment au chef lieu de ces départements. »^[18].

b- Le 8 mai 1945

Quelques 8000 algériens organisés par le moyen des sections des A.M.L. et appartenant à divers groupes nationalistes, après avoir demandé et obtenu l'autorisation officielle de fêter la victoire, défilèrent paisiblement dans le centre de la ville de Sétif.

Lors du défilé, les manifestants portaient des drapeaux verts et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire (vive l'Algérie, libérez MESSALI, ABBAS au pouvoir, à bas la colonisation et le fascisme, vive l'Algérie indépendante, l'Algérie à nous).

Dans plusieurs villes les manifestants se heurtèrent à la police. A Sétif, la police tire sur la foule. Le porteur du drapeau est tué. Les manifestations dégénèrent en révolte. Les manifestants réagissent en s'attaquant aux policiers et aux européens. Les groupes de manifestants étaient composés de tous les musulmans du plus riche au plus pauvre, du demi intellectuel à l'ignorant, de l'athée au fanatique religieux en passant par le syndicaliste, le petit bourgeois, l'ancien combattant, l'élus, le scout, le sportif »^[19].

Les attaques ne portèrent pas contre les dépôts d'alimentation mais contre les bâtiments publics et les fonctionnaires. Dans les campagnes les masses paysannes réagissent à l'annonce de la répression : des révoltes dirigées contre les européens éclatent partout dans le constantinois. Des centres subirent de véritables sièges. D'après JEANSON « durant 24 heures les forces de l'ordre ne

semblent guère soucieuses d'assurer la protection des européens : un certain nombre d'entre eux sont tués » ^[20].

Aucune bannière ne réclama « du pain ou de la semoule » ^[21]. Il s'agit donc bien là d'une manifestation politique et non pas d'une manifestation faite par des affamés.

La police, débordée d'emblée, allait déclencher ensuite une répression avec l'aide de la milice. Le 10 mai, les autorités françaises organisent une répression sauvage qui tourne au massacre. La répression a été dure par crainte d'un « soulèvement » général de l'Algérie.

A l'intervention de l'armée de terre, de l'aviation et même de la marine s'ajoute l'action sans doute plus meurtrière parce que chargée de haine raciste des milices des colons. En effet, la milice se livre à des représailles contre la population musulmane avec assurance-t-on la tolérance et même la complicité des autorités locales. Un fonctionnaire envoyé d'Alger par CHATAIGNEAU pour enquêter à Guelma en revient épouvanté : des hommes, des femmes, des enfants, auraient été exécutés sans jugement, en bloc. Il est également certain qu'en dehors de la milice, des français dont les parents ou les proches ont été victimes se livrent à des exécutions sommaires.

La répression fut « féroce, impitoyable, en vérité inhumaine par son manque de discernement ». (cf. BENAÏZET, *l'Afrique française en danger*, p. 52). ^[22]

La population européenne de Guelma organise une garde civile pour aider la troupe à défendre la ville. On fit des expéditions punitives et on fusilla sans jugement des dizaines d'algériens (musulmans) souvent pris au hasard.

Sur le plan militaire, eurent lieu de nombreuses opérations ainsi que des bombardements par air et par mer. Des bombardiers moyens et lourds effectuant jusqu'à 300 rotations par jour, rasèrent des communautés entières. Le croiseur DUGAY-TROUIN bombarda sans aucune utilité les environs de Kherrata. Les avions détruisirent 44 mechtas, groupe de maisons pouvant aller de 50 à 1000 habitants. On retrouvera des fosses communes remplies à ras bord de cadavres.

A Sétif où la loi martiale fut proclamée, tout algérien (musulman) ne portant pas le brassard réglementaire était abattu. Dans la campagne, les sénégalais et les légionnaires pillèrent, incendièrent, violèrent et tuèrent en toute liberté. La « chasse à l'homme » bat son plein.

Dans la 2^{ème} quinzaine de juin, la troupe continue ses missions de « nettoyage ». Dans la plupart des cas, ce sont les autorités locales qui désignent les objectifs : villages, mechtas, gros rassemblement à bombarder ou à mitrailler.

«Puis quand les troupes sont entrées massivement en action, nous avons trouvé dans les journaux des unités des expressions telles que « la bataille fait rage... la section d'artillerie effectue des tirs de jour et de nuit sur un village signalé « le plus dangereux », « ...fuite de prisonniers tués quelques instants plus tard... La batterie de 75 exécute des tirs de harcèlement etc.... Ces phrases illustrent un climat de guerre et il faut bien le dire une répression sans discernement »^[23].

Le gouvernement assura, d'après les chiffres fournis par l'armée et l'administration, qu'il y eut 1500 morts parmi les algériens (musulmans). Le rapport de la commission TUBERT parle de 500 à 600 indigènes tués par l'armée, de 500 à 600 tués par les colons et 20 à 40 tués par la police de Sétif. Pourtant dans « l'intimité », l'armée donne le chiffre de 6 à 8.000 tués. Par la suite, des estimations officialisées indiquaient 20.000 victimes tandis que les estimations non officielles modérées affirmaient qu'en réalité il y eut 40.000 morts ainsi que l'indiquait de son côté le consul américain tandis que, selon les estimations nationalistes retenues par l'histoire officielle algérienne, on compte environ 45.000 morts.

En novembre 1945, le nombre des arrestations était de 4.560 dont 3.696 dans le département de Constantine, 505 en Orante, 359 dans le département d'Alger. Les tribunaux militaires avaient prononcé 1.307 condamnations dont 99 à mort, 64 aux travaux forcés à perpétuité, 329 aux travaux forcés à temps, 557 non-lieux et 250 acquittements^[24]. La plupart des arrestations avaient été faites sans preuves.

Ferhat ABBAS et le Dr. SAADANE furent arrêtés dans les bureaux même du gouvernement général sur un ordre venu de Sétif. Ils se présentaient à ce moment au « gouvernement général » pour féliciter le chef de la colonie de la libération définitive de la France et de la victoire des alliés. L'association des amis du manifeste est dissoute le 15 mai. Cheikh Bachir EL IBRAHIMI est arrêté, les medersas fermées et les scouts musulmans algériens (SMA) interdits.

De plus les délégués financiers européens réclamaient « le maintien de l'état de siège et l'installation des cours martiales », « l'armement immédiat et sérieux de tous les centres dépourvus de garnison (...) avec création de gardes civiles » et le « renforcement de l'autorité des hauts fonctionnaires et magistrats »^[25].

Dans les bureaux du gouvernement général, circule un tract : « en voilà assez ! L'opinion publique française demande l'exécution sommaire des meneurs, Ferhat ABBAS en premier lieu, la révocation du gouverneur général, la nomination d'un gouverneur civil d'origine « algérienne » et muni des pouvoirs nécessaires pour pratiquer une politique énergique et juste. La souveraineté française est en péril ».

Le 23 mai 1945 une commission d'enquête dirigée par le général TUBERT arrive dans le Constantinois. Elle sera brusquement rappelée le 25 mai sans avoir achevé son enquête. Elle n'en apporte pas moins des données intéressantes qui permirent la rédaction d'un rapport d'information.

Enfin en 1947, au conseil de la république le général TUBERT au cours de la séance du 29 août 1947 souligne qu' « à ce moment des groupes de colons armés s'arrogeaient le droit de juger et de fusiller. Et nous avons le regret et l'obligation de déclarer qu'en ne sanctionnant pas ces faits le gouvernement de l'époque a refusé à ses ressortissants la justice et la vérité. Il a ainsi sa grave part de responsabilité dans la situation où nous nous débattons aujourd'hui ».

V- Mai 1945 à travers le quotidien Alger-Républicain^[26]

Bien avant le soulèvement populaire du 8 mai 1945, le quotidien Alger-Républicain met l'accent sur la lutte contre le fascisme et son développement parmi les européens d'Algérie.

Ainsi, la thèse de la provocation fasciste est appuyée par une déclaration parue dans Alger-Républicain (2. 3. 45) où il est notamment affirmé qu'après la réunion à Alger de la Conférence communiste nord-africaine (PCA, PCT, PCM) sous la présidence d'Etienne FAJON, du BP du PCF, l'unanimité est faite pour souligner que « le sort des populations nord-africaines dépend de la part qu'elles prennent et prendront aux côtés du peuple français à la lutte pour l'écrasement de l'hitlérisme ennemi juré de tous les peuples, et de ses prolongements en Afrique du nord et en France.

« La conférence dénonce à ce sujet l'état de famine organisé dans la campagne nord-africaine comme tentative délibérée des éléments fascistes en vue de susciter des émeutes de la faim et des troubles qui pourraient dans leur esprit favoriser l'Allemagne hitlérienne, nuire à l'union des populations d'Afrique du nord avec le peuple de France et justifier une répression sauvage et la suppression des premiers et récents progrès accomplis dans la voie de la démocratie ».

Rapportant le déroulement des manifestations de la fête du Travail, Alger-Républicain (1-2. 05. 45) titre : « Une foule immense de travailleurs et de patriotes a célébré un 1^{er} mai de triomphe sur le fascisme. A Alger, démonstration monstre à la Grande poste. De la Bastille à la Nation, Paris manifeste et réclame le châtimement des traîtres ».

Le 8 mai 1945, Alger-Républicain titre : « Le fascisme est vaincu. L'Allemagne capitule sans condition ». C'est donc sur la capitulation du fascisme qu'Alger-Républicain aborde « Le soulèvement populaire du 8 mai 45 ». Sous le titre « Agression à main armée », le quotidien du 10. 5. 45 publie le communiqué du gouvernement général. Il est dit en substance « alors que l'Algérie participait avec enthousiasme aux cérémonies de l'Armistice, des éléments troubles d'inspiration et de méthodes hitlériennes se sont livrés à des agressions à mains armées sur les populations qui fêtaient la victoire dans la ville de Sétif et dans les environs. Ils ont aussi masqué leur volonté de souiller la joie générale.

« La police maintient l'ordre et arrête les responsables. L'armée lui apporte son concours. Les autorités sont bien décidées à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité et réprimer toutes les initiatives de désordre ».

Le lendemain Alger-Républicain (11. 5. 45) souligne que le gouverneur CHATAIGNEAU a pris toutes les dispositions pour que les terroristes hitlériens soient impitoyablement châtiés et l'ordre définitivement rétabli. Le quotidien a également tenu à rendre hommage aux européens et aux musulmans qui se sont opposés aux émeutiers et ont, au péril de leur vie, protégé leurs concitoyens.

Commentant la révolte, Michel ROUZE souligne dans le même quotidien du 11. 05. 1945 sous le titre « Vêtir ceux qui sont nus... » qu' « une juste politique algérienne ne développera ses effets que s'il est d'abord mis fin à des misères pas trop excessives, et à une répartition trop inégale des privations ». Il ajoute que « la violence n'est jamais une solution durable même quand les choses en sont arrivées au point qu'il faut malheureusement l'opposer à la violence ».

« Malgré les ombres qui passent, l'avenir de l'Algérie sera digne de la victoire que nous venons de célébrer. Il suffira pour cela de déjouer les manœuvres de division d'où qu'elles viennent, de montrer à ce pays le visage vrai de la France nouvelle, de lui prouver qu'il n'y a pas de progrès et de justice possible si l'on ne s'appuie pas sur le peuple français ».

D'autre part, Alger-Républicain signale qu' « une délégation commune du PCF et du PCA composée d'Amar OUZEGANE, Paul CABALLERO, Henriette NEVEU et JOANES a été reçu le 10 mai par le Chef de cabinet du gouvernement général M. ALDHUY. Elle s'est entretenue des provocations des hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques au service de l'impérialisme fasciste. Elle a dénoncé la complicité des seigneurs fascistes de la colonisation – ABBO, BORGEAUD, SERDA – des féodaux musulmans – BENGANA, BELKACEM, OURABAH – et de haut fonctionnaires vichyssois maintenus dans l'administration, dans la police et dans l'armée.

« Cette coalition criminelle, après avoir tenté vraiment de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang. ».

« La délégation a indiqué que les partis communistes français et algériens saluent la mémoire des victimes innocentes européennes et musulmanes. Elle a souligné que le but recherché par cette coalition criminelle est de provoquer la guerre civile, une répression aveugle et féroce, la suppression de la liberté de la presse, de réunion et d'association et l'abolition des premières mesures démocratiques en faveur des musulmans prévues par l'Ordonnance du 7 mars 1944.

« La délégation a fait à M. ALDHUY des propositions dans le domaine économique, social et politique.

Sur le plan politique la délégation réclame « le châtime rapide et impitoyable des provocateurs et des traîtres vichyssois vendus à l'hitlérisme et à l'impérialisme et à l'impérialisme fasciste, la suspension immédiate de M. Berque, directeur des Affaires musulmanes responsable en premier chef des incidents, l'épuration de l'administration, de la police et de l'armée, la révocation immédiate des administrateurs fascistes, des caïds voleurs et affameurs et l'octroi dans les communes des pouvoirs administratifs aux Présidents des Djemaa, de douar ou de village, et enfin l'amnistie en faveur des éléments honnêtes entraînés par les traîtres.

« La délégation a estimé que ces mesures appliquées sans délai constitueraient réellement à ramener le calme et maintenir l'union fraternelle des différentes couches de nos populations algériennes sans distinction de race ni de religion et à renforcer l'union avec le peuple de France pour assurer la victoire complète de la démocratie sur les vestiges du fascisme en France et en Algérie. »

Il faut attendre le 12 mai pour relever qu'Alger Républicain consacre un nombre d'articles relativement importants au soulèvement populaire du 8 mai sous le titre : « Les événements de Sétif. Tous les éléments sains de la population européenne et musulmane se sont opposés aux émeutiers ». Le quotidien reprend le communiqué de l'AFP soulignant que : « Les incidents douloureux qui viennent d'ensanglanter un nombre restreint de localités du département de Constantine et qui ont débuté par l'agression de bandes de manifestants musulmans de Sétif contre les Européens de la ville attablés à une terrasse de café le jour de l'armistice et par la mutilation des cadavres, pour si regrettable qu'ils aient pu être sont loin d'avoir atteint les proportions d'une propagande alarmiste a tenté d'accréditer dans le public. »

« Localisés dans la région de Sétif, Kherrata et de Guelma, ces troubles ont été le fait de bandes armées qui, pour tuer et piller, ont attaqué ces agglomérations dont les habitants fêtaient, dans l'enthousiasme, la victoire sur l'Allemagne nazie.»

« L'inspiration et les méthodes hitlériennes des éléments qui, abusés par des mots d'ordre simplistes, se sont livrés à ces agressions, sont suffisamment apparues, c'est ainsi que des ressortissants de pays de l'axe,

prisonniers de guerre, n'ont pas été inquiétés alors que leurs employeurs français étaient assaillis et qu'un emblème de facture nazie a été saisi.

« La police et l'armée sont vigoureusement intervenues pour rétablir l'ordre, démasquer les responsables et prévenir tout renouvellement des troubles.

« Elles ont été aidées par tous les éléments sains de la population européenne et musulmane, qui dans plusieurs cas, au péril de leur vie sont opposés à la fureur des émeutiers. »

« (...) Les premiers éléments d'information semblent indiquer que les inspireurs de ces attentats qui, quelques jours plus tôt avaient tenté de troubler dans plusieurs villes d'Algérie la commémoration de la fête du travail, doivent être recherchés parmi les dirigeants du PPA et des amis du manifeste. »

« Ces incidents sanglants ont fait à Sétif 29 victimes dans la population européenne. Ils ont été réprimés impitoyablement par l'action conjuguée de la police et de l'armée. »

Alger-Républicain publie aussi le contenu d'un télégramme du général de Gaulle « transmis aux familles européennes des victimes de l'agression de Sétif ». Il est notamment affirmé: « la volonté de la France victorieuse de ne laisser porter aucune atteinte à la souveraineté française en Algérie et l'autorisation de prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer tous agissements anti-français d'une minorité d'agitateurs ».

Analysant la situation, Michel ROUZE souligne sous le titre « Attention aux provocateurs » que « nous ne nous en laisserons pas imposer par les semeurs de panique. Pas plus qu'une autre dictature, nous n'accepterons celle de la peur.

« (...) Sur le terreau de la misère et de l'injustice croissent les germes du désordre. Après quoi, ceux qui les ont sournoisement semés crient au manque d'autorité, s'en prennent aux libertés démocratiques et finalement réclament le renforcement de leurs privilèges et qu'il y a longtemps cette fois que nous voyons monter le complot. Il a été dénoncé par les partis démocratiques, par la CGT et par les représentants de la presse républicaine lors du meeting du Majestic.

« (...) La répression des actes criminels qui ont été commis est inéluctable et nécessaire. Mais elle n'a pas le droit d'être impitoyable que si elle frappe les seuls vrais coupables et tous les vrais coupables où qu'ils se trouvent ».

« Et quand les provocations auront été brisées par delà les solutions provisoires qui ne sont pas des solutions, nous rappellerons qu'il n'est qu'une façon d'attacher ce pays à la France. C'est d'y liquider un régime féodal vétuste, fauteur de misère, d'injustice et de révolte. C'est de châtier tous les traîtres et les excitateurs de divisions raciales, c'est d'élever le niveau de vie des populations, d'augmenter le rendement agricole et industriel, d'instaurer assez de démocratie politique et sociale pour chaque habitant de l'Algérie trouve à l'ombre du drapeau français, ce qu'il lui faut, pour lui et pour les siens, de nourriture, de vêtements et de dignité humaine » (Alger-Républicain du 13-14. 5. 1945)

En outre le quotidien précise que « les auteurs et propagateurs de fausses nouvelles s'exposent aux rigueurs de la loi », que « les français musulmans et non musulmans coopèrent au rétablissement de l'ordre », et que « l'émeute fut provoquée par des agitateurs qui ont profité de la misère des populations frustrées. »

Commentant les « événements de mai 45 », Michel ROUZE souligne dans Alger-Républicain (18.5.45) sous le titre « Rien n'est perdu » qu' « à mesure que les informations se précisent, à mesure aussi que les esprits recouvrent un minimum de sang-froid, nous voyons plus clairement que les populations algériennes ont été victimes d'un mauvais coup préparé par des criminels qui, pour des raisons diverses, avaient intérêt à le voir réussir ».

D'autre part, Alger-Républicain souligne qu'au Conseil supérieur du gouvernement il a été affirmé par Yves CHATAIGNEAU que « l'ordre est rétabli et qu'il convient de panser les blessures provenant du désordre, d'apaiser et de ravitailler ceux qui ont souffert d'une aberration momentanée ».

« (...) Les émeutiers, les assassins, doivent être cloîtrés conformément aux lois en vigueur. Mais il ne faut pas croire que l'exaspération de la répression constitue un remède de nature à empêcher le retour à la catastrophe. Car c'est précisément le contraire qui est vrai, l'histoire le montre assez. La force au service de la justice fait respecter celle-ci. Mais la violence qui dépasse et déborde la justice appelle à son tour la violence, en un cycle infernal ».

Quant à Louis JULIEN, il soutient dans Alger-Républicain (19. 5. 45) sous le titre : « A qui le crime profite ? » que les événements ont été prévus par les communistes, il y a plus d'une année et que les vrais responsables de

l'émeute sont les hitlériens allemands, l'émeute ayant pour effet de contrecarrer l'application de l'ordonnance du 7 mars 1944. »

Au moment de la répression, Alger-Républicain est pris à partie par les nationalistes. Dans la rubrique « Tour d'Horizon » Michel ROUZE explique sous le titre : « Précisons pour nos amis et pour les autres que « nous connaissons les promoteurs de la campagne en question. Ce sont les agents de « la féodalité algérienne, des hommes qui ont toujours appliqué dans ce pays le fameux principe : **DIVISER POUR REGNER**. »

« Notre but est exactement contraire au leur. Nous voulons unir les populations algériennes. Unir les différents éléments religieux et ethniques qui les composent. Les unir, ensemble, à la démocratie française. »

(...) « Nous avons dénoncé à l'avance le complot fasciste qui a abouti aux événements de Constantine. Nous continuerons à le dénoncer ». (Alger Républicain 20-21. 5. 45).

(...) « Nous ferons barrage à la vague de panique et de haine raciale qu'on veut soulever en Algérie. Nous réclamerons le retour à la stricte légalité républicaine, seule garante de l'ordre français » (Alger-républicain 20-21. 5. 1945).

A l'occasion, le quotidien publie un communiqué du ministère de l'Intérieur ayant pour titre « Démenti aux « bobards » intéressés ». Il est notamment affirmé que « le gouvernement accorde son entière confiance à M. CHATAIGNEAU, que l'Ordonnance du 7 mars 1944 demeure en vigueur, et que maintenant avec fermeté l'ordre public, le gouvernement continue à faire confiance à la majorité des Français musulmans et qu'enfin « le gouvernement charge une commission présidée par le général TUBERT d'enquêter sur les événements de Constantine ».

Faisant une déclaration comme Président de l'Association des Oulémas d'Algérie, le Cheikh Bachir El IBRAHIMI souligne que « notre position est nette et précise. Nous réproposons tout désordre et toute effusion de sang, de quelque manière qu'ils se proposent. Nous en condamnons les auteurs, à quelque prétexte qu'ils aient agi. Nous considérons avec réprobation particulière, mêlée de regret et d'amertumes les meurtres commis sur des hommes de religion à quelque confession qu'ils appartiennent.

« Cette réprobation est fondée sur les principes religieux enseignés par le prophète en même temps que sur les sentiments humanitaires qui sont communs à toutes les religions.

En tant que simple musulman algérien « je suis fermement convaincu que les événements sanglants qui viennent de se produire ont été conçus et dirigés par des mains mystérieuses obéissant à des gens qui poursuivent des buts déterminés, entre autres celui d'empêcher les musulmans algériens d'obtenir un quelconque des droits qu'ils revendiquent.

« Nous attendons de cette guerre contre le racisme la fin du colonialisme. Rien n'est plus douloureux que de constater, le jour même où cette guerre pris fin, ces violences entre colonisateurs et colonisés. Nos populations ont affronté en commun la mort. Elles doivent jouir en commun de la vie (Alger-Républicain 26. 05. 1945).

D'autre part, Maurice VIOLETTE, ancien gouverneur général de l'Algérie, souligne dans Alger-Républicain du 30. 5. 1945 que les « vrais responsables sont ceux qui ont créé le climat favorable aux excitations. Nous jouons perdant à coup sûr en n'agissant que sous la pression de circonstances ».

Par ailleurs Alger-Républicain du 14. 06. 1945 rapporte la déclaration d'Yves CHATAIGNEAU à Radio-France. Le gouverneur général « définit les origines des événements du constantinois et invite les Algériens à effacer toutes les divisions ». Dans le même numéro, le quotidien consacre une série d'articles aux « événements du 8 mai 1945 » où il est notamment souligné que « les organisateurs des troubles ont convoqué des hommes de bonne foi sous les prétextes les plus fallacieux », que « les innocentes victimes de leurs criminelles entreprises où qu'elles soient ont un droit égal à la sollicitude », que « si les calculs des organisateurs ont été déjoués, il reste des morts, des blessés, des ruines, qu'il faudrait empêcher maintenant leur exploitation pour maintenir un climat de division et de haine » et qu'enfin « la foi et la loi seule doit punir les coupables ».

Après un voyage de plusieurs jours en Algérie, Adrien TIXIER, ministre de l'Intérieur déclare à Radio-France que « dans le département de Constantine, la fraction qui a participé aux troubles ne dépasse pas 5% de la population musulmane », que la rapidité et l'efficacité de la répression ont beaucoup frappé les esprits (2.400 arrestations ont été opérées) et qu'enfin « la justice française rendra vraiment la justice » (Alger-Républicain 30. 06. 1945).

Au mois de juillet se tient à l'Assemblée consultative « le débat sur l'Algérie » où sont « mises en relief les manœuvres des féodaux et les responsabilités de certains fonctionnaires de la haute administration » (Alger-Républicain du 11. 07. 1945), tandis qu'Etienne FAJON et Pierre FAYET soulignent dans Alger-Républicain du 12. 07. 1945 que « les actes de sabotages de la production et la politique des salaires de famine sont les causes des événements de Sétif ».

A la fin du mois de juillet, Michel ROUZE souligne dans un éditorial intitulé : « Le complot fasciste en Algérie » qu' « une certaine presse non épurée et des politiciens qu'elle a réussi à se procurer, passent leur temps à prétendre qu'il n'y a pas en Algérie de complot fasciste.

« ... Mais les textes sont là, qui prouvent combien nous avons eu raison lorsque commença la tragédie du Constantinois, de la dénoncer comme une provocation fasciste. On n'effacera pas la notion par laquelle des délégations financières demandaient l'instauration de l'état de siège en permanence, la suppression des libertés démocratiques et accusaient la radio d'Etat d'avoir provoqué les émeutes ! (Alger-Républicain 20. 07. 1945).

Au mois de novembre 1945, le Conseil général d'Alger demande à ce que « toute la lumière soit faite sur les événements de mai 1945 (Alger-Républicain 14. 11. 1945)

A l'occasion du 2^{ème} anniversaire du 8 mai 1945, Michel ROUZE soutient dans le quotidien du 8. 05. 1947 que « le 8 mai est un complot fasciste préparé de longue date par les hitlériens. L'auteur met en évidence « toute la grandeur de la répression qui s'est abattue sur les algériens » (Alger-Républicain du 08. 05. 1947).

Par ailleurs à l'occasion du 3^{ème} anniversaire du soulèvement de mai 1945, Max VERNET note dans le quotidien « qu'alors qu'outre- Rhin les soldats algériens fêtaient avec allégresse la victoire, en Algérie le colonialisme, le 8 mai échafaudait un monstrueux complot qui faisait de 30.000 innocents, 30.000 victimes.

« La cruauté hitlérienne trouvait de nouveaux adeptes : fours crématoires, fusillades collectives, villages et douars rasés, répression féroce continuerons les mœurs nazies. Le massacre d'Oradour- sur -Glane revivait.

(...) « Le 8 mai 1945 a marqué la naissance d'une ère nouvelle. Les peuples s'acheminaient irrésistiblement vers la liberté. En fin de compte la réaction sera écrasée, la paix sauvée et la liberté des peuples assurée.

(...) « Si pour les Algériens, le 8 mai est un anniversaire de victoire et de deuil, il est aussi l'anniversaire d'un immense espoir qui bientôt sera réalité » (Alger-Républicain 8. 05. 1948).

Pour le 4^{ème} anniversaire du 8 mai 1945, Pierre LAFFONT écrit dans Alger-Républicain du 7 mai 1949 que « le 8 mai, 30.000 victimes furent sacrifiées au fascisme regroupé, au clan colonialiste qui déjà manœuvrait pour tenter de frustrer les algériens d'une victoire à laquelle ils avaient tant contribué et qui leur ouvrait des perspectives nouvelles.

« C'était la hantise des profiteurs de nos communes, souffrances qui allaient jusqu'au crime pour atteindre leur but. »

Pour le 6^{ème} anniversaire du 8 mai 1945, Pierre LAFFONT souligne dans Alger Républicain du 8 mai 1951 que « ce jour restera comme une halte de joie et d'espérance sur le dur chemin qui conduisit les peuples du monde à la victoire sur les hordes nazies et fascistes.

« (...) Mais comment oublier que notre halte de joie à nous fut de durée bien plus courte que celle de tous les autres peuples.

« Sétif, Guelma, Constantine ou Héliopolis, leurs dizaines de milliers de victimes, les orphelins et les veuves, les fours crématoires et les exécutions sommaires sont venus nous rappeler que le combat contre la bête n'était pas terminé.

« (...) Affolés par la portée immense de la victoire sur l'hitlérisme, une poignée de barbares avait mis en branle l'odieuse machine pour retarder l'échéance qui les inquiétait tellement.

« (...) En ce 8 mai 1951, il est de plus en plus évident que le sacrifice des combattants de la guerre contre Hitler et celui des martyrs du constantinois ont des origines communes ».

A l'occasion du 7^{ème} anniversaire, Pierre LAFFONT note dans Alger-républicain du 8 mai 1952 que « dans la paix retrouvée et sur les ruines accumulées que les responsables des carnages, les hommes s'apprêtaient à bâtir un monde de liberté, de justice et de bien être.

« D'où la grande peur de ceux qui accumulent des milliers de milliards grâce à la guerre et à l'oppression ».

« Quoi ! Les peuples prendre en main leur destinée ! Et les Algériens de passer de la « tutelle » des maîtres de l'Ouenza, du Kouif de Mokta el Haddid ou de celles de grosses compagnies et des féodaux aux dizaines de milliers d'hectares qui venaient de piller le pays au profit d'Hitler et de la trahison...

« (...) Sétif, Guelma, les fours crématoires d'Héliopolis, Chevreuil, les gorges de Kherrata à jamais souillées, les cris de dizaines de milliers de victimes témoignent de la grande peur des esclavagistes.

« Ils n'hésitèrent pas à atteindre le fond de l'abjection dans la répression bestialement raciste. Car il fallait à tout prix – y compris la terreur sanglante – tenter de faire croire à l'Algérie que les buts de guerre pour lesquels s'étaient levés et sacrifiés des milliers de ses fils n'étaient pas « bons » pour elle.

« C'est de Gaulle qui se chargea de l'opération. (...) « 8 mai 1952. Gloire immortelle aux héros de la grande guerre anti fasciste ! Salut à tous ceux qui de Tokyo à Rabat continuent victorieusement le même combat. »

Pour le 8^{ème} anniversaire, Boualem KHALFA souligne dans Alger-républicain du 8 mai 1953 que les privilégiés racistes qui en Algérie, avaient applaudi de 1939 à 1942 aux victoires d'Hitler n'avaient pas désarmé.

« Effrayés par la montée sans cesse croissante du mouvement d'émancipation, affolés à l'idée qu'ils ne seraient plus les maîtres tout puissants du pays et de ses habitants, ils ont organisé le plus monstrueux complot que l'Algérie ait connu.

« Huit ans ont passé. Huit ans qui ont consacré la faillite totale de cette politique de force qui tente en vain d'endiguer l'élan des peuples vers la liberté et le progrès social.

- Faillite au Vietnam.
- Faillite en Tunisie et au Maroc.
- Faillite en Algérie où la répression, le truquage des élections, les illégalités sans nombre ne font que déconsidérer davantage les promoteurs de telles méthodes et renforcer l'union de ceux qui en sont les victimes.
- Faillite en France où les complots contre les opposants au régime et la classe ouvrière viennent de recevoir la plus cinglante des réponses : la victoire importante du PCF aux élections municipales. »

Enfin à l'occasion du 9^{ème} anniversaire du 8 mai 1945 et de la chute de DEN-BIEN-PHU, c'est-à-dire en mai 1954, Henri ALLEG note dans Alger-Républicain du 8 mai 1954 que « le monde apprend aujourd'hui 8 mai, la chute de **DEN-BIEN-PHU** au Vietnam.

« Jour pour jour, neuf ans se sont écoulés depuis la victoire des armées alliées sur l'Allemagne hitlérienne. Entre ces deux dates symboliques – 8 mai 1945 et 8 mai 1954 – s'inscrivent sept ans d'une politique dont nous avons prédit l'échec. Une politique qui préparait **DEN-BIEN-PHU**.

« 8 mai 1945 : les peuples libérés du cauchemar nazi ouvraient leur cœur à l'espérance : une ère d'amitié allait naître entre les nations. Enfin on allait connaître la paix. Enfin les promesses de liberté allaient se réaliser.

« Mais malheureusement le jour même où elle se taisait en Europe, la canonnade éclatait à nouveau cette fois contre la population de Guelma, de Sétif et Kherrata.

« C'était là le premier anneau de la chaîne. Les autres devaient suivre : Madagascar, Tunisie, Maroc, Vietnam. »

Après le déclenchement de la guerre de libération nationale il est souligné dans Alger-Républicain du 8. 05. 1955 que « le 8 mai 1945 est la victoire sur le nazisme mais aussi un jour de deuil en Algérie car on cherchait à régler la question à coup de canon. »

Après lecture du quotidien Alger-Républicain pour les mois de mai il se trouve qu'on attribua aux manifestations des raisons uniquement économiques ou politiques (mais non pas nationalistes) le PPA étant une « alliance de pseudo nationalistes et d'anciens vichyssois »^[27].

Néanmoins, il faut voir dans les algériens nationalistes de mai 1945 des hommes qui agissaient pour leur propre compte, qui traduisaient confusément les aspirations de la jeunesse musulmane d'Algérie et qui avait estimé que le moment était venu de prendre de force les libertés qu'on ne leur accordait pas de bon cœur.

Même la commission TUBERT a constaté que « toutes les manifestations étaient à caractère exclusivement politique et avaient pour but de réclamer la libération de MESSALI et l'indépendance de l'Algérie. »

En ce qui concerne « le qualificatif d'émeutes de la faim » quelques remarques s'imposent :

D'après un journal de l'époque ^[28] « les ouvriers agricoles mangent des ravenelles, sorte d'herbe amère dont les vaches elles même ne veulent pas ! (...) Vêtus de haillons, ils se traînent faméliques, le long des pistes communes à la recherche d'un mirage ». Par ailleurs, sachant que les masses paysannes ont joué un rôle capital dans la révolte, la thèse de la famine pourrait être retenue.

Or, paradoxalement, il se trouve que les régions où la révolte a été la plus violente sont des régions agricoles très riches, bien pourvus de blé.

Dans toutes les fermes où ils sont passés, les « émeutiers » ont tué les colons mais ont laissé intacts les greniers et les silos. Aucun acte de pillage des denrées n'a été signalé dans les différents témoignages. D'ailleurs à ce propos, Eugène VALLET écrit en 1948: « D'où venaient les insurgés ? De la ville de Guelma, d'abord, où les conditions de vie et le ravitaillement local étaient particulièrement favorables et où la misère n'avait pas fait son apparition. Le nombre de perquisitions opérées dans les habitations des musulmans ont permis de découvrir des quantités très importantes de blé, de farine, de semoule, d'huile et toutes sortes de denrées alimentaires » ^[29].

Signalons aussi qu'aucune banderole de manifestants ne réclamait du pain et aucun condamné n'a invoqué cette circonstance atténuante ni aucun témoin d'ailleurs.

En outre, la Commission TUBERT a constaté dans son rapport que « les manifestants ne protestaient pas contre une insuffisance de ravitaillement et pour réclamer une amélioration dans les distributions de denrées. (...) De même il lui a été affirmé que les indigènes des campagnes environnantes de Sétif étaient relativement les mieux nourris, voire les mieux habillés de l'Algérie ».

D'autre part AINAD-TABET souligne que « si les musulmans souffraient davantage de cette économie de guerre, cela n'était qu'accidentel et pouvait même paraître étrangement « normal » tant la raison évidente n'était pas là mais dans le système colonial en général. »

« Il n'en demeure pas moins que cette crise économique, la plus grave que l'Algérie ait connue, existait. Les indigènes en pâtissaient le plus et les populations campagnardes étaient les plus éprouvées. Elle a nécessairement aidé au développement du mécontentement et du sentiment national. Les

guerres pour le ravitaillement en ville, les marchés à la campagne et les rassemblements de toutes sortes fournissaient quelque fois l'occasion à de l'agitation »^[30].

Enfin il se trouve aussi que les « émeutiers » se soient pris à des corps de fonctionnaires français qui représentent le système colonial dans ce qu'il a de plus réprouvant : les gardes des eaux et forêts, les fonctionnaires de la justice et de l'administration et les colons. Ainsi la population visait a priori la destruction de l'ordre français à travers la personne des colons et des fonctionnaires c'est-à-dire la destruction de l'ordre colonial.

Aujourd'hui par devoir de mémoire, il est impératif d'ouvrir, soixante ans après les massacres, le dossier de mai 1945 (répression, dépossession) afin d'analyser et mesurer toutes les conséquences politiques économiques et sociales du soulèvement populaire du 8 mai 1945 d'autant plus que cette période historique peut être considérée comme charnière dans la prise de conscience et le développement du nationalisme. Néanmoins elle continue de nourrir des divergences et des interprétations les plus extrêmes.

Il n'en demeure pas moins que seule la publication des archives du gouvernement général, aujourd'hui à Aix-en-Provence en France, celles de la police, disparues de Constantine, celles de la justice, des mairies et de l'administration nous apportera peut-être un jour des précisions sur l'étendue de la répression. Seul le rassemblement de toutes les données, confrontées d'ailleurs à des enquêtes sur place auprès des survivants permettra de se faire une « idée juste » sur l'ampleur du mouvement et l'ensemble de la répression qui s'ensuivit.

Actuellement, la fourchette la plus large se situe entre 1.500 et 45.000 personnes, la fourchette étroite entre 6.000 et 8.000. Yves COURRIERE attribue au général TUBERT une estimation de 15.000 qui ne figure pas dans le rapport.

Le nombre exact des victimes restant jusqu'à présent inconnu, nous avons retenu pour les besoins de notre étude le chiffre officiel de 45.000 morts en attendant que toute la lumière soit faite sur les crimes qui ont été, en deçà du nombre de morts : « Une première destruction irrémédiable au centre du système colonial ». ^[31]

Enfin, presque tous les auteurs semblent être d'accord sur le chiffre de 4.560 arrestations. Il se trouve aussi que dans ce cas, seule la consultation,

l'exploitation complète des archives de la Justice et de l'Intérieur et des enquêtes auprès de l'ensemble de la population touchée par la répression permettra de confirmer ou d'infirmer le chiffre avancé jusqu'à présent et d'apporter tous les éclairages nécessaires à l'histoire de cette période.

« Des enfumages de la Dahra aux massacres de Sétif, Guelma, Kherrata, de la dépossession à la déculturation en passant par le déracinement, de l'Indigénat au second collège, l'histoire de la colonisation de l'Algérie a été celle d'une domination accablante. La colonisation en soi est un crime qui se passe de toute évaluation comptable »^[32].

Références

- 1- NOUSCHI (André), La naissance du nationalisme algérien (1914-1954), Ed. de Minuit, 1962, 162 p.
- 2- DUNAN (Y), La vie politique à Alger en 1940-1944, Paris L.G.D.J. p.297 et 298.
- 3- Charles ESCURE est mentionné pour la dernière fois dans Alger Républicain du 19. 10. 1950.
- 4- SIVAN (Emmanuel), Communisme et nationalisme en Algérie (1920-1954), Ed. A. Colin, Cahiers de F.N.S.P. 1976, 262p.
- 5- SIVAN (Emmanuel), op. cit. p.174.
- 6- SIVAN (Emmanuel) op. cit. p. 174.
- 7- 8- SIVAN (Emmanuel) op. cit. p. 174. Son imprimerie moderne était ainsi un atout à la fin de 1953 ; elle assurera la parution de l'Algérie-libre (MTLD) qui connaissait des difficultés techniques.
- 9- DJEBBAR (Abdelhamid), La question nationale et coloniale et le mouvement communiste. Le cas de l'Algérie. Le P.C.A et le mouvement nationaliste de 1935 à 1956, Thèse de Doctorat d'Etat en Sciences politiques, Grenoble , 1975.
- 10- Les journaux coloniaux tiraient de 15 000 à 20.000 exemplaires environ à l'exception de l'Echo d'Alger.
- 11- Alger-Républicain « La bourse aux mensonges » du 16. 02. 1953.

- 12- HARRIS (André) et de SEDOUY (Alain), Voyage à l'intérieur du P.C, Ed. Le Seuil, 1974, Paris, 444 p.
- 13- Journal officiel algérien (JOA), 1955, p 1926.
- 14- Journal officiel algérien (JOA), 1955, p 2016.
- 15- SOURIAU- HOEBRECHTS (Christine), La presse maghrébine, évolution historique, situation en 1965. Organisation et problèmes actuels (Lybie, Tunisie, Algérie, Maroc), Thèse de III^{ème} cycle, Paris, CNRS, 1969, 352p.
- 16- Cf. l'intéressante étude de Rédouane AINAD-TABET intitulée « Le 8 mai 1945 : Jacquerie ou revendication agraire » in Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques, Vol IX, N°4, p.p. 1007 – 1016, Déc. 1972.
- 17- LETOURNEAU (Roger), Evolution politique de l'Afrique du nord musulmane de 1920 à 1961, Ed. A. Colin, Paris, 1961.
- 18- TUBERT (P), LABATUT, TALEB-CHOAIB, Rapport (à Mr le Ministre plénipotentiaire gouverneur général d'Algérie) de la Commission chargée de procéder à une enquête administrative sur les événements qui se sont déroulés dans le département de Constantine le 8 mai 1945 et jours suivants, sl, nd, 31p. in Revue algérienne des Sciences juridiques, économiques et politiques – vol XI, N° 4, décembre 1974, p.p. 289-316.
- 19- Rapport de l'Union locale de Guelma adopté à l'unanimité le 20.6.1945 par les responsables et les adhérents.
- 20- JEANSON (Colette et Francis), L'Algérie hors-la-loi, Ed. Le Seuil, 1955, Paris, 320p.
- 21- VALLET (Eugène), Un drame algérien. La vérité sur les émeutes de mai 1945. Les grandes éditions françaises, 1948, 290p.
- 22- JULIEN (Charles André) L'Afrique du nord en marche, nationalisme musulman et souveraineté française, 3^{ème} éd. Julliard, Paris, 1972.
- 23- PAILLAT (Claude) Vingt ans qui déchirèrent la France, tome 1, Le guêpier (1945-1953), Ed. Robert Laffont, Paris, 1969, p.60.
- 24- JULIEN (Charles André), op. cit.

- 25-** NOUSCHI (André), LACOSTE (Yves), PRENANT (André), L'Algérie :
Passé et présent, Editions Sociales, Coll. « La Culture et les Hommes »,
Paris, 1960, 462p.
- 26-** CHAOUICHE-RAMDANE (Zoubir), L'Algérie à travers la presse
française et algérienne de gauche de 1945 à 1955, Thèse de Doctorat de
III^{ème} cycle en Sciences de l'Information, Université de Droit, d'Economie
et de Sciences sociales de Paris 2, 1979, 2 volumes, 950p.
- 27-** Alger-Républicain du 12. 5. 45.
- 28-** Alger-Républicain du 2. 3. 45.
- 29-** VALLET (Eugène), op. cit.
- 30-** AINAD-TABET (Redouane), op. cit .
- 31-** VATIN (Jean Claude), l'Algérie politique, histoire et société, Ed. A. Colin,
Paris, Cahiers de la FNSP, N°192, 1974, 313 p.
- 32-** HACHEMAOUI (Mohamed), La colonisation : un crime en soi, in El-
Watan du 21-22. 04. 06.
-